

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/198

G/SCM/W/210

28 novembre 1995

(95-3789)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR ISRAEL¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 novembre 1995.

Note: Les pages renvoient au document G/ADP/N/1/ISR/1

METHODOLOGIE ANTIDUMPING

Choix de la valeur normale. Selon l'article 12 a) (page 7) on entend par "prix" normal le prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour des produits identiques ou similaires destinés à la consommation dans le pays dans lequel ils ont été produits. Par ailleurs, toujours selon le même texte, les ventes n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsqu'elles sont affectées par un "arrangement" ou un "lien spécial" (y compris le contrôle) entre les parties. Lorsque les ventes sur le marché national n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, ou si la situation du marché ne permet pas une comparaison valable, ou si les prix sont inférieurs aux coûts, les sous-alinéas 1 et 2 l'article 12 b) prévoient respectivement que l'on se fonde sur les ventes à un pays tiers ou sur la valeur construite; le sous-alinéa c) semble prévoir une autre formule pour la détermination de la valeur normale.

1. Comment déterminera-t-on si les ventes à une partie liée ont été affectées par un "arrangement" ou un "lien spécial", selon les dispositions de l'article 12?
2. Lorsqu'il n'y a pas de ventes dans le pays exportateur à partir desquelles établir la valeur normale, la législation israélienne prévoit que celle-ci est fondée sur le "prix le plus élevé de produits identiques exportés vers un pays tiers" (article 12 b)). Selon l'Accord antidumping (article 2.2), le prix à l'exportation vers un pays tiers doit être représentatif; pourriez-vous expliquer cette apparente contradiction?

¹G/ADP/N/1/ISR/1-G/SCM/N/1/ISR/1-G/SG/N/1/ISR/1

3. Pourriez-vous expliquer dans quelles conditions les dispositions de l'article 12 c) (page 7) s'appliqueraient? Comment ce mode de détermination de la valeur normale est-il compatible avec les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Prix à l'exportation construit

4. Il semble que la législation israélienne ne contienne pas de dispositions relatives à l'établissement d'un prix à l'exportation construit. Est-ce juste? Sinon, pourriez-vous donner des précisions sur la manière dont le prix à l'exportation serait construit?

Ajustements

5. L'article 14 (page 8) prévoit que la "comparaison" entre le prix à l'exportation et le prix normal se fait sur la base de conditions commerciales similaires, compte tenu des différences dans les conditions de vente, y compris les différences concernant les impôts indirects, ainsi que de tout autre facteur. Comment Israël opérera-t-il les ajustements spécifiques (concernant le niveau commercial) prévus au titre de cet article conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping?

Moyenne des prix

6. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de dispositions concernant la moyenne des prix. Comment procédera-t-on à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation?

Valeur construite/coûts de production - Approche générale

7. Quels seront les critères pris en compte (période, quantités substantielles, absorption des coûts, méthode de calcul) pour déterminer si les ventes ont lieu à des prix inférieurs aux coûts conformément aux articles 2.2.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping?

SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES

Définition du terme "subvention"

8. Selon l'article 15 (page 8), on entend par importations subventionnées les importations de produits pour lesquels l'exportateur ou le producteur bénéficie "d'un subventionnement direct ou indirect de la part du gouvernement". Israël envisage-t-il de développer la définition du terme "subvention" conformément à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Spécificité

9. La Loi sur les prélèvements commerciaux n'établit pas de critères visant à déterminer la spécificité des subventions conformément à l'article 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Comment la spécificité sera-t-elle établie?

Octroi d'un avantage et montant de la subvention. L'article 25 b) (page 12) de la Loi prévoit que "le droit compensateur est fixé à un niveau égal à une partie ou à la totalité de la subvention".

10. Comment ce niveau sera-t-il calculé?

11. L'article 25 a) (page 12) stipule "Un droit compensateur est appliqué aux produits en provenance d'un pays de production dans lequel le prix de ces produits est subventionné". Faut-il en déduire

qu'Israël imposera des mesures compensatoires pour les produits dont le prix à la consommation est subventionné?

Subventions ne donnant pas lieu à une action (subventions autorisées)

12. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de dispositions concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action et n'en fait même pas mention. Comment Israël traitera-t-il les subventions ne donnant pas lieu à une action selon le régime administratif actuel?

ENQUETES

13. Il semble que la Loi israélienne ne contienne pas de définition de l'expression "branche de production nationale" et ne fixe pas de seuil concernant le degré de soutien de la branche de production requis pour l'ouverture d'une enquête. Pourriez-vous préciser les modalités et conditions concernant l'engagement d'une procédure selon la Loi israélienne?

Ouverture de l'enquête, notification. L'article 18 (page 9) prévoit la publication d'un avis concernant l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping et à l'article 22.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

14. Des dispositions seront-elles prévues concernant la communication de l'ouverture de l'enquête aux exportateurs connus, au gouvernement touché et aux autres parties intéressées conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping et à l'article 22.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

15. Quelles dispositions ont été prévues en ce qui concerne la nécessité d'aviser le gouvernement touché de l'ouverture d'une enquête antidumping, conformément à l'article 5.5 de l'Accord antidumping?

Traitement des renseignements de nature exclusive. L'article 8 prévoit qu'une personne peut demander que des renseignements soient considérés comme confidentiels; si la demande est rejetée, la personne qui a fourni les renseignements peut demander qu'ils lui soient retournés. Sont réputés confidentiels les renseignements dont la divulgation causerait un "tort" à la personne qui les a fournis ou à une tierce partie.

16. L'article 8 (page 6) ne prévoit pas la présentation de résumés non confidentiels. Des dispositions expresses concernant les résumés non confidentiels existent-elles ou sont-elles prévues conformément à l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping et à l'article 12.4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

17. Les articles 9 et 10 (page 7) prévoient que les délibérations du Comité ont lieu à huis clos et que le Président du Comité est libre d'inviter des experts à ces délibérations. Existe-t-il des dispositions prévoyant que les parties intéressées pourront présenter des observations concernant les faits à l'examen, comme le prévoit l'article 6.9 de l'Accord antidumping?

Durée de l'enquête. En vertu de l'article 21 (page 10), l'enquête doit être achevée dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la plainte ou de 45 jours à compter du jour où les derniers éléments de preuve ont été présentés. En vertu de l'article 23 b), le Ministre décide de prendre un arrêté instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête.

18. La législation israélienne contient-elle des dispositions prévoyant que les enquêtes en matière antidumping ou en matière de droits compensateurs doivent être achevées dans un délai de 12 mois ou de 18 mois en cas de prorogation, conformément à l'article 5.10 de l'Accord antidumping et à l'article 11.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Taux résiduel global estimé

19. Il semble que la Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoie pas le calcul d'un taux pour les exportateurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête, prévu à l'article 9.4 de l'Accord antidumping. Si cela s'avère nécessaire, comment ce taux sera-t-il calculé?

Mesures provisoires. L'article 28 prévoit que des mesures provisoires peuvent être prises "s'il semble" au Commissaire que des produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés ont été ou "sont sur le point d'être" importés, et qu'il y a dommage. Le Commissaire fixe le montant de la caution.

20. Quand des mesures provisoires peuvent-elles être instituées en vertu de la Loi israélienne?

21. Quelle est la durée de ces mesures?

22. L'article 21 b) (page 10) prévoit que les travaux sont achevés dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la plainte; or, l'article 7.3 de l'Accord antidumping stipule qu'il n'est pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête. Pourriez-vous expliquer cette apparente contradiction?

Marges de minimis et volume d'importations négligeable. L'article 23 a) prévoit qu'un arrêté instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs peut être pris si la marge de dumping a été établie, ainsi que l'existence d'un dommage.

23. Pourquoi n'y a-t-il pas de dispositions prévoyant la clôture immédiate de l'enquête lorsque les marges sont *de minimis* ou que les volumes d'importations sont négligeables, conformément à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Engagements

24. L'article 20 a) (page 10) prévoit des engagements, mais ne précise pas qu'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping ou d'un dommage est requise pour accepter un engagement (comme le veut l'article 8.2 de l'Accord antidumping) ou qu'un exportateur peut demander que l'enquête soit menée à son terme (comme le veut l'article 8.4 de ce même accord). Pourriez-vous indiquer les procédures et les mesures de sauvegarde prévues par la Loi israélienne pour contracter un engagement?

Nature de la caution/Mode d'évaluation

25. Selon l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping, lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base prospective, des dispositions doivent être prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge de dumping soit remboursé, sur demande. L'article 28 vise-t-il à répondre à cette prescription?

26. L'article 31 c) prévoit que le Ministre peut, après réexamen, maintenir l'arrêté en vigueur, le modifier ou l'abroger. Sur quels critères sont fondées ces décisions?

Nouveaux exportateurs

27. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas qu'il est procédé à un réexamen dans les moindres délais en ce qui concerne les nouveaux exportateurs comme le veut l'article 9.5 de l'Accord antidumping. Comment le réexamen en ce qui concerne les nouveaux exportateurs sera-t-il effectué?

Selon l'article 27 a) (clause d'extinction), les droits antidumping/compensateurs "restent en vigueur pendant une période de trois ans à compter du jour de l'institution du droit, à moins que [l'arrêté] ne prévoient une période plus courte", conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord sur les mesures compensatoires.

28. Toujours selon l'article 27, des droits antidumping/compensateurs peuvent être réinstitué après la date d'extinction "sur recommandation du Comité ... si les conditions qui en ont justifié l'institution prévalent toujours". Quelles sont ces "conditions" et comment sont-elles déterminées? Pourquoi n'y a-t-il pas de disposition prévoyant un réexamen et une détermination visant à réinstituer des droits conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

DOMMAGE

Critères servant à déterminer l'existence d'un dommage - Facteurs pris en compte

29. L'article 23 a) 2) de la Loi sur les prélèvements commerciaux prévoit que le Ministre peut instituer un droit antidumping ou un droit compensateur s'il établit qu'il existe une marge de dumping et qu'un "tort important a été causé ou est susceptible d'être causé". Qu'entend-on par "tort important"? En quoi diffère-t-il du "dommage important" défini à l'appel de note n° 9 à l'article 3 de l'Accord antidumping? Quels sont les facteurs pris en compte dans la détermination de l'existence d'un "tort important"?

Volume d'importations

30. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que le volume d'importations doit être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Comment Israël comblera-t-il cette lacune?

Prix des produits faisant l'objet d'un dumping

31. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que les prix des produits faisant l'objet d'un dumping doivent être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Comment Israël comblera-t-il cette lacune?

Ampleur de la marge du dumping

32. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que certains facteurs économiques, dont l'ampleur de la marge du dumping, doivent être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Comment Israël comblera-t-il cette lacune?

Situation de la branche de production nationale

33. L'article 3.4 de l'Accord antidumping prévoit que divers facteurs économiques dûment mentionnés doivent être pris en compte. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de liste de facteurs ni de prescription touchant leur prise en compte. Comment l'absence d'une prescription à cet égard est-elle compatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping?

Mise en oeuvre de rapports de groupes spéciaux de l'OMC défavorables

34. Si Israël décide de mettre en oeuvre un rapport de groupe spécial de l'OMC qui lui donne tort, existe-t-il dans la Loi israélienne des dispositions expresses relatives à la mise en oeuvre de ces rapports?